



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Programme d'appui à la résilience

en République
centrafricaine



Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

© FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Crédit photo couverture: ©FAO/République centrafricaine

Table des matières

Acronymes at abréviations

iv

1. Introduction: Une vision commune	1
2. Contexte	2
2.1 Une superposition de crises structurelles et conjoncturelles	2
2.2 Le secteur agricole, potentiel de relance économique et de contribution à l'instauration d'une paix durable	3
2.3 Le programme d'appui à la résilience intègre de façon transverse le principe de réduction des risques de crises/sensibilité aux conflits	3
3. Cadres de référence stratégiques et techniques	4
3.1 Cadres stratégiques nationaux	4
3.2 Cadres stratégiques des Nations Unies	5
3.3 Cadres stratégiques de la FAO	5
3.4 Capital d'expérience technique de la FAO en République centrafricaine à valoriser	6
4. Cadre du programme résilience	8
4.1 Vision	8
4.2 Objectif général	8
5. Déclinaison opérationnelle	19
5.1 Durée	19
5.2 Zones ciblées	19
5.3 Populations bénéficiaires et participation	19
5.4 Budget	19
5.5 Partenariat et coordination	20
5.6 Suivi et évaluation	21

Acronymes et abréviations

CACDA	Agence centrafricaine de développement agricole
ANDE	Agence nationale de développement de l'élevage
APSSA	Alerte précoce et surveillance de la sécurité alimentaire
CdR	Caisses de résilience
CFSAM	Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire
COP	Conférence des Parties
CPDN	Contribution prévue déterminée au niveau national
CPP	Cadre de programmation pays
CSI	Cadre stratégique intérimaire
EWEA	Système d'alerte précoce et de réponse rapide
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNEC	Fédération nationale des éleveurs centrafricains
GAM	Groupements agri-multiplicateurs
HRP	Plan de réponse humanitaire
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
ONG	Organisations non gouvernementales
PIB	Produit intérieur brut
RCPCA	Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en République centrafricaine
SDRASA	Stratégie de développement rural de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

1. Introduction: Une vision commune

Suite aux élections présidentielles de février 2016, la République centrafricaine est retournée à l'ordre constitutionnel, après près de trois ans de conflits armés et d'une transition politique. En organisant des élections libres et démocratiques, les centrafricains ont tourné une page de leur histoire. La communauté internationale les a accompagnés sans relâche à chaque étape de cette transition. Désormais, alors que le pays s'est engagé sur la voie de la reconstruction, l'espoir renaît.

Le nouveau Gouvernement se doit de relever les défis colossaux auxquels il fait face pour assurer le redressement économique, l'instauration d'une paix durable et la reconstruction du lien social. Selon le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA)¹, les besoins en la matière sont estimés à plus de 3 milliards d'USD pour les cinq prochaines années. Ce document, élaboré par le Gouvernement et ses partenaires – parmi lesquels l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – définit les interventions à mener prioritairement pour rompre avec les facteurs de fragilité et dépasser les faiblesses structurelles et conjoncturelles nationales. La relance du secteur agricole y occupe une place de premier plan et met l'accent sur la prévention et la réduction des risques de crises² en particulier à travers un renforcement de la résilience des ménages, des communautés et des agroécosystèmes.

Ce plan a été présenté aux partenaires techniques et financiers de la République centrafricaine le 17 novembre 2016 lors de la Conférence de Bruxelles organisée à cet effet par le Gouvernement du pays avec l'appui de l'Union européenne. Ces partenaires se sont engagés à poursuivre leur soutien aux autorités du pays dans leur combat pour la paix, la sécurité, une relance économique durable, le renouvellement du contrat social et à appuyer les réformes clés qui permettront au pays d'envisager l'avenir plus sereinement.

À travers le programme d'appui à la résilience (indifféremment appelé dans ce document programme résilience ou programme), la FAO avec ses partenaires soutient le Gouvernement dans son effort de consolidation de la paix et de relèvement économique et social en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience des systèmes agro-sylvo-pastoraux et des moyens d'existence des populations vulnérables. En effet, le soutien à l'instauration d'une paix durable passe par une réduction massive de la vulnérabilité et de la pauvreté des populations, la reconstitution d'une dynamique porteuse de croissance et de dialogue et capable de résister aux multiples chocs et stress présents et à venir. Pour ce faire, la FAO soutient la réhabilitation et la protection des activités agricoles et de la sécurité alimentaire, la création d'emplois productifs, la cohésion sociale, la gestion durable et intégrée des ressources naturelles, valorisant ainsi toutes les potentialités de ce secteur productif. Ce programme qui fait suite à une requête exprimée par le Gouvernement, est l'aboutissement d'un large processus consultatif et se base sur les stratégies nationales en vigueur.

Conscients de l'urgence de consolider la paix en République centrafricaine, le Gouvernement et la FAO appellent d'une même voix à la mise en œuvre de ce programme résilience. Il représente un espoir sans précédent de soutenir la réhabilitation et le développement du secteur le plus productif du pays, tout en intégrant l'approche résilience réduisant ainsi les risques de crise de façon transverse.

¹ RCPCA, République centrafricaine, 2017–2021. https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/car_summary-a4-french-final_1.pdf

² Les risques faisant référence aux potentiels conflits, aléas liés au changement et à la variabilité climatique, maladies des animaux et des plantes, les crises économiques des marchés agricoles et des denrées alimentaires.

2. Contexte

2.1 Une superposition de crises structurelles et conjoncturelles

La République centrafricaine, l'un des pays les plus pauvres de la planète³, est doté d'une économie reposant essentiellement sur le secteur agricole⁴ à faibles plus-values, à intensité de main-d'œuvre peu qualifiée, caractérisé par des techniques d'exploitation peu mécanisées et à faible consommation d'intrants. Ce secteur contribue pour 52 pour cent au PIB du pays. Sur les 4,9 millions d'habitants que compte le pays, 75 pour cent dépendent du secteur agricole pour subvenir à leurs besoins et 49 pour cent ont moins de 18 ans.

Malgré des potentialités agricoles remarquables, le désengagement de l'Etat dans ce secteur et les crises politiques et sociales de ces dernières décennies n'ont pas permis un véritable développement agricole pour le pays: mépris pour le travail de la terre, concurrence de l'exploitation des ressources minières, sous-équipement de la paysannerie, faible diffusion de la culture attelée, élevage pastoral dissocié des pratiques agricoles, accroissement des importations alimentaires, promotion d'une agriculture sur abattis-brûlis dégradant les ressources naturelles (forestières, fertilité des sols), etc. De plus, le primat accordé à l'agriculture de rente au détriment d'une agriculture familiale dans un pays trop peu compétitif au vu des infrastructures et réseaux routiers sous-développés, n'a pas permis le développement escompté. Ce manque d'intérêt pour le secteur agricole a conduit à un affaiblissement structurel considérable des systèmes de production (agricole et pastoral)⁵.

Ces faiblesses structurelles favorisent l'émergence de crises sociales et politiques conjoncturelles récurrentes, sources de conflits, qui à leur tour affaiblissent les capacités du pays à se relever et à se développer. Le dernier conflit, déclenché à la suite du renversement du Gouvernement en mars 2013, a été le plus violent de tous. Il a engendré une crise humanitaire sans précédent, forçant un tiers de la population du pays à se déplacer. Aujourd'hui on compte encore 453 000 réfugiés et 384 000 déplacés internes⁶. La moitié de la population du pays – 2,3 millions de personnes – a encore besoin d'une assistance humanitaire⁷ dont 2 millions sont en situation d'insécurité alimentaire⁸. Ce conflit a profondément érodé la cohésion sociale communautaire, a engendré l'effondrement économique du pays, et a lourdement impacté les secteurs productifs notamment l'agriculture principale économie nationale. Les réserves alimentaires en milieu rural ont baissé de 40 à 50 pour cent par rapport à la moyenne avant la crise, et la baisse de la production agricole a largement fait augmenter les prix des denrées alimentaires.

Outre les conflits, les aléas et les changements climatiques représentent une autre importante menace, ayant des conséquences sur la gestion des écosystèmes et autres ressources agricoles et naturelles renouvelables, pouvant entraver la cohésion sociale, la stabilité et le développement durable du pays. Les risques de maladies (des plantes et des animaux) ainsi que les chocs économiques peuvent également impacter la production nationale et par conséquent augmenter les risques de conflit.

Cette superposition de crises structurelles et conjoncturelles a de lourdes conséquences sur le secteur agro-sylvo-pastoral dans son ensemble, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des Centrafricains et sur les moyens d'existences d'une majorité de la population qui dépend de l'agriculture (au sens large).

³ Indice de développement humain: 0,350 en 2014. Produit intérieur brut (PIB) par habitant: 307 USD en 2015 (deuxième plus faible au monde).

⁴ Le terme «secteur agricole» comprend ici l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse et l'exploitation forestière.

⁵ Dufumier M, Lallau B. 2016. *Vers quel développement agricole en République centrafricaine ? Réflexions et Propositions*. Projet de recherche. Document de travail n°1.

⁶ Aperçu des besoins humanitaires 2017. République centrafricaine, octobre 2016.

⁷ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, août 2016.

⁸ Aperçu des besoins humanitaires 2017. République centrafricaine, octobre 2016.

2.2 Le secteur agricole, potentiel de relance économique et de contribution à l'instauration d'une paix durable

Il est aujourd'hui essentiel de soutenir le développement du secteur agricole, pour aider à la relance de l'économie et contribuer à l'instauration d'une paix durable en République centrafricaine.

Malgré son faible niveau de développement, le secteur agricole demeure un domaine stratégique clé pour favoriser l'emploi et la cohésion sociale, renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et réduire la pauvreté de la très grande majorité des centrafricains. Son potentiel reste encore largement inexploité; en effet, seulement 5 pour cent des terres agricoles du pays sont utilisés alors qu'en moyenne une exploitation a une superficie de 0,5 ha et subvient aux besoins de cinq personnes. Les conditions favorables (faible occupation humaine, abondance de points d'eau et de pâturages) ont rendu possible la pratique de l'élevage dans les zones de savanes centrafricaines où les éleveurs peuls sédentaires ont vécu longtemps en relative harmonie avec les populations locales agricoles.

La prise de conscience de la centralité de l'agriculture pour relancer l'économie nationale est essentielle et les efforts dans ce sens doivent être davantage soutenus et renforcés au plus vite. Ce soutien au premier secteur productif du pays devra impérativement cibler en priorité les populations vulnérables. Cela contribuera à répondre à leurs besoins essentiels sur le plan alimentaire et économique et à relancer le marché national.

Le fait que la très grande majorité des centrafricains dépend du secteur agricole pour subvenir à ses besoins d'existence, et que l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des vecteurs de conflit considérables, illustre à quel point le relèvement et le développement du secteur agricole peuvent et doivent contribuer à l'instauration d'une paix durable. En effet, offrir des perspectives alimentaires et économiques aux populations vulnérables et aux jeunes en particulier, réduit le risque qu'ils s'enrôlent dans des groupes armés et contribue ainsi à réduire le risque de conflit et stabiliser le pays. Ceci est d'autant plus important que la République centrafricaine est un pays en situation de post-conflit où le risque de récurrence de conflit dans la décennie qui suit est 40 pour cent plus élevé si le niveau d'insécurité alimentaire est élevé.

Par ailleurs, en situation de crise humanitaire, il est essentiel que la FAO et ses partenaires interviennent au plus tôt pour protéger les moyens d'existence agricoles des populations affectées. Cela permet d'éviter que leurs potentiels productifs soient davantage érodés et permet ainsi aux communautés de rebondir de façon autonome au plus vite après la crise, réduisant ainsi la dépendance à l'aide extérieure sur le moyen et le long terme.

2.3 Le programme d'appui à la résilience intègre de façon transverse le principe de réduction des risques de crises/sensibilité aux conflits

Dans un contexte de crises récurrentes et prolongées tel que celui de la République centrafricaine, il est essentiel d'intégrer la réduction des risques de crises dans toute perspective programmatique. Le soutien au secteur agricole doit intégrer cette analyse des risques afin de réduire la probabilité d'occurrence d'une crise tout en valorisant le fort potentiel productif susceptible de relever et de stabiliser le pays. L'analyse des risques de conflit doit être menée pour dépasser le principe de «ne pas nuire» et s'assurer que les interventions définies contribuent à une paix durable dans le pays. Au-delà cette sensibilité aux risques de conflits, les autres principaux risques associés au secteur agricole et potentiellement facteurs de conflits sont également à prendre en compte: aléas et changements climatiques, chocs économiques, et maladies et autres ennemis des végétaux et des animaux.

Le programme résilience a pour objectif le renforcement de la résilience des systèmes agro-sylvo-pastoraux et des moyens d'existence des communautés vulnérables qui en dépendent et vise ainsi à réduire voire éradiquer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Pour ce faire, il soutient de façon transverse et intégrée des modes de production à la fois plus durables et plus respectueux des ressources naturelles et l'analyse et la prise en compte des principaux risques de crise (conflit mais aussi climat, marchés, maladie). Il intègre des perspectives sur le court, le moyen et le long terme, offrant ainsi une opportunité de relier les interventions d'urgence avec celles de

développement. Il cible les diverses filières des sous-secteurs agriculture, élevage, pêche, chasse et foresterie. Il intègre diverses échelles d'interventions (niveaux national, local mais aussi régional et global) associant une multitude de partenaires et de bénéficiaires directs ou indirects.

Ce programme offre une opportunité unique pour soutenir à la fois le relèvement agricole et économique et contribuer à l'instauration d'une paix durable dans le pays.

3. Cadres de référence stratégiques et techniques

Le programme résilience de la FAO et de ses partenaires pour la République centrafricaine est en ligne avec les principaux cadres de référence stratégiques et techniques nationaux, régionaux et globaux pertinents pour le renforcement de la résilience relative au secteur agricole. Il contribue également à leur mise en œuvre. Certains d'entre-deux méritent une attention particulière.

3.1 Cadres stratégiques nationaux

Le programme résilience se base principalement sur le RCPCA présenté à Bruxelles le 17 novembre 2016. Il soutient ce plan à travers le renforcement de la résilience des moyens d'existence agricoles des citoyens et intègre la quasi-totalité (six résultats stratégiques sur sept) du Pilier 2, Objectif 3 du RCPCA «Assurer la sécurité alimentaire et la résilience». Ce programme inclut aussi d'autres composantes stratégiques du RCPCA à travers l'appui d'activités agricoles menées selon l'approche résilience: la réinsertion des ex-combattants (Pilier 1, Objectif 1); le retour des personnes déplacées et réfugiées (Pilier 1, Objectif 4); la relance et le développement des secteurs productifs (Pilier 3, Objectif 1) – secteurs agricoles et forestiers; le soutien à la réhabilitation d'infrastructure (Pilier 3, Objectif 2).

Le programme intègre également des éléments de la Contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN) dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques⁹. Parmi les objectifs définis dans la CPDN, plusieurs éléments sont repris dans le programme tels que: «l'amélioration de la connaissance de la résilience au changement climatique» (par exemple la mise en place un système d'alerte précoce); «la gestion durable des systèmes agro-sylvo-pastoraux» (par exemple la promotion de semences adaptées au changement climatique, diversification des moyens d'existence et des systèmes de production) ou «le développement d'infrastructures de base» (par exemple le développement d'ouvrages adaptés au changement climatique).

Le programme est également cohérent avec la Stratégie de développement rural de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (SDRASA)¹⁰ dans la mesure où tous deux visent à renforcer les capacités institutionnelles des ministères, à mettre en place un système d'alerte précoce, à soutenir le crédit agricole (Axe I de la SDRASA); à appuyer la gestion durable des ressources naturelles, le renforcement des capacités locales (Axe II); et à soutenir la diversification des systèmes de production et la diffusion de pratiques agricoles durables (Axe III).

Enfin, le programme est également en ligne avec le programme national d'urgence pour le relèvement durable 2014–2016 qui comprend un programme relatif à l'environnement et au changement climatique.

⁹ Lors de la 19^e session de la Conférence des Parties (COP 19) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Varsovie, les Parties ont convenu d'«engager ou amplifier les préparatifs de leurs contributions prévues déterminées au niveau national» en vue d'en faire part bien avant la COP 21 qui s'est tenue à Paris en décembre 2015.

¹⁰ SDRASA 2011–2015, avril 2011, République centrafricaine.

3.2 Cadres stratégiques des Nations Unies

L'équipe-pays du système des Nations Unies a élaboré un Cadre stratégique intérimaire (CSI) pour ses interventions de la période 2016-2017 (les conditions de stabilité n'étaient pas requises pour une programmation quinquennale de type Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement). Le programme résilience de la FAO reprend des éléments de chacun des trois résultats stratégiques du CSI. À titre d'exemples, **Résultat stratégique 1**: Réintégration des ex-combattants; Prévention des conflits au niveau communautaire; **Résultat stratégique 2**: Renforcement des capacités des services nationaux en charge de la sécurité alimentaire et de la nutrition; Soutien aux organisations paysannes dans les régions vulnérables; Diversification des moyens d'existence pour renforcer le tissu social et l'économie locale; **Résultat stratégique 3**: Relance et développement des secteurs productifs (agriculture, élevage, forêt) de manière durable; Renforcement des capacités techniques des autorités en matière d'environnement.

L'aperçu des besoins humanitaires pour 2017 en République centrafricaine fait état de 2,3 millions de personnes ayant encore besoin d'assistance humanitaire (soit la moitié de la population totale) dont 2 millions sont en situation d'insécurité alimentaire, selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire ([IPC], Phases 3 et 4, résultats d'août 2016). «Les plus affectés ont des déficits alimentaires extrêmes, subissent une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence entraînant des déficits de consommation alimentaire à court terme, et/ou connaissent des taux de malnutrition aiguë très élevés ou une mortalité excessive (Phase 4)». Le Plan de réponse humanitaire (HRP¹¹) intègre comme un de ses trois objectifs stratégiques le renforcement de la résilience des populations affectées. Celui-ci comprend plusieurs objectifs déclinés en lien avec les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire tels que «soutenir la préservation et la reconstitution des moyens de subsistance essentiels»; «restaurer l'accès et la disponibilité d'une alimentation de qualité par la sauvegarde des moyens d'existence»; «renforcer l'information, la communication et les compétences locales pour la résilience communautaire»; «sauver et autonomiser immédiatement». La FAO a intégré ces composantes dans son programme résilience.

Plusieurs agences des Nations Unies ont défini des programmes de résilience spécifiques à leurs mandats qui viendront compléter ou renforcer celui de la FAO qui cible le secteur agricole au sens large et les populations qui en dépendent. À titre d'exemple on peut citer, pour le Programme alimentaire mondial, les programmes d'appui aux cantines scolaires, de nourriture contre travail, de distributions de vivres contre coupon ou de rations de protection des semences. Pour le Programme des Nations Unies pour le développement, on peut citer les programmes d'appui à l'adaptation au changement climatique, de réinsertion des ex combattants, de gestion des risques et catastrophes naturelles. Enfin, pour l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) les programmes d'appui aux activités génératrices de revenu des femmes et filles ex-combattantes et associées aux groupes armés ou encore d'appui aux activités génératrices de revenus des groupements féminins touchés par la crise.

3.3 Cadres stratégiques de la FAO

La FAO en République centrafricaine a défini son Cadre de programmation pays ([CPP], 2016/17), dont l'un des trois domaines prioritaires concerne spécifiquement «l'appui à la résilience des moyens d'existence». Celui-ci soutient notamment le fonctionnement du Groupe thématique «Développement rural et sécurité alimentaire». La FAO a par ailleurs entamé une réflexion sur la nécessité de renforcer la résilience des moyens d'existence en République centrafricaine depuis 2015: une feuille de route a été formalisée sur le sujet pour la période 2015–2016, et un descriptif des activités menées et à encourager relatifs à chacun des quatre piliers de l'Objectif stratégique 5 de la FAO a été formalisé en juin dernier. Ces réflexions et orientations ont servi de support à l'élaboration de ce programme.

La FAO fait de «l'amélioration de la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise» un de ses cinq objectifs stratégiques pour atteindre la sécurité alimentaire au niveau global. L'Objectif stratégique 5

¹¹ République centrafricaine. 2016.

(amélioration de la résilience) est basé sur quatre piliers dont ce programme est aussi constitué: (i) Renforcement institutionnel pour la réduction du risque de catastrophes dans le secteur agricole (Résultat stratégique 1 du programme); (ii) Développement des systèmes d'information et d'alerte rapide sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les menaces transfrontières (Résultat stratégique 3 du programme); (iii) Promotion et diversification des moyens de subsistance et des technologies pour la réduction du risque dans le secteur agricole (Résultat stratégique 2 du programme); (iv) Préparation à l'intervention d'urgence et rétablissement efficace du secteur agricole (Résultat stratégique 1 du programme). Ces quatre piliers sont également alignés aux composantes du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe¹². La FAO développe par ailleurs actuellement sa politique institutionnelle sur le renforcement de ses contributions à une paix durable¹³, en lien avec les objectifs de développement durable.

3.4 Capital d'expérience technique de la FAO en République centrafricaine à valoriser

La FAO coopère avec le Gouvernement centrafricain depuis 1979 dans les domaines de la formulation de politiques sectorielles, la relance de la productivité agricole, le renforcement des capacités institutionnelles, la protection du cheptel et des végétaux, l'appui à l'élaboration de systèmes d'alerte rapide et l'assistance aux personnes vulnérables. Ces décennies d'expertise opérationnelle dans le pays ont apporté de nombreux retours d'expériences positifs essentiels à valoriser. De plus, dans le cadre de la réponse à la crise aiguë amorcée en décembre 2013 et s'étant prolongée tout au long de l'année 2014, la FAO s'est positionnée avec un fort *leadership* dès le début. Elle a su mettre rapidement en place «un programme d'envergure et a démontré sa valeur ajoutée et sa capacité opérationnelle dans des contextes de crise majeure¹⁴». Aujourd'hui encore, la FAO joue un rôle clé dans le pays.

Des exemples d'expertise associés à chacun des quatre résultats stratégiques de ce programme résilience sont présentés ci-dessous.

La Plateforme nationale du pastoralisme et de la transhumance¹⁵ à l'issue d'un rapport de la FAO et de ses partenaires, entériné par le Gouvernement centrafricain, une Plateforme nationale du pastoralisme et de la transhumance a été créée comprenant de nombreux ministères, des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, des agences des Nations Unies et la société civile afin de définir des stratégies et actions de réponse et de se doter d'un cadre légal visant à réglementer les activités pastorales. La FAO a joué un rôle fondamental, notamment pour la coordination des campagnes de vaccination du bétail. Dans ce cadre, des comités locaux ont été créés ouvrant l'opportunité de parler de questions liées aux conflits et participant à renforcer la paix et la cohésion sociale dans les villages. Depuis sa reconnaissance officielle en mars 2015, et malgré le contexte de crise institutionnelle, cette plateforme a déjà tenu trois fora.

Les caisses de résilience (CDR)¹⁶ il s'agit d'une approche intégrée et basée sur les communautés qui permet d'aider les familles à accumuler, diversifier et protéger leurs actifs sur une base régulière tout au long de l'année. Cette approche associe ainsi trois volets: un appui technique, des mécanismes financiers et un volet social. Concrètement, les associations de femmes ou les groupes d'agriculteurs agissent comme une plateforme pour des actions individuelles et collectives en associant l'utilisation de pratiques agricoles durables à des possibilités de financement rural, tout en renforçant l'inclusion sociale et la solidarité, favorisant ainsi la réconciliation communautaire et réduisant le risque de conflit à l'avenir. Le soutien apporté aux familles participantes peut

¹² http://www.preventionweb.net/files/43291_sendaiframeworkfordrren.pdf

¹³ *Enhancing FAO's Contributions to Sustainable Peace. Rationale, Experience and Comparative Advantages*. FAO. Draft, 23 novembre 2016

¹⁴ *Évaluation du programme de résilience de la FAO en République centrafricaine*. Mars 2015. <http://www.fao.org/3/a-bd474f.pdf#%20>

¹⁵ Exemple d'expertise associée au Résultat stratégique 1 du Programme résilience de la FAO en République centrafricaine. <http://www.fao.org/pastoralist-knowledge-hub/news/detail/fr/c/432431/>

¹⁶ Exemple d'expertise associée au Résultat stratégique 2 du Programme Résilience de la FAO en République centrafricaine. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/Factsheet%20résilience_FAO_FR.pdf

prendre différentes formes telles que l'appui à la production de semences de qualité, des activités de jardinage scolaire, des systèmes d'épargne et de prêt, une surveillance nutritionnelle ou encore des transferts monétaires. Après moins d'un an de mise en œuvre, on relève que plus de 75 pour cent des bénéficiaires des crédits sont des femmes et que plus de 70 pour cent des groupements appuyés sont des groupements féminins, pour les 2 456 CdR qui ont vu le jour à travers l'ensemble du pays. Au sein de ces CdR, au moins 982 000 USD de crédits ont été mobilisés et octroyés, pour appuyer des activités collectives ou individuelles de leurs membres, et près de 230 000 USD d'assistance sociale a également été mobilisée et distribuée. L'épargne mobilisée, figurant au titre de la trésorerie de ces CdR est de l'ordre de 688 000 USD.

Le Dispositif d'alerte précoce et surveillance de la sécurité alimentaire¹⁷ (APSSA) vise à étendre et renforcer la collecte et la diffusion régulières et systématiques de données relatives à la sécurité alimentaire en République centrafricaine. Il a une dimension prévisionnelle et vise à fournir une aide à la décision aux acteurs locaux et à la communauté humanitaire pour des interventions appropriées au renforcement de la sécurité alimentaire et nutrition des populations en vulnérabilité via la publication d'un bulletin APSSA. Le dispositif APSSA comprend trois volets:

- Volet 1: Un suivi de ménages sentinelles pour la sécurité alimentaire, les moyens d'existence, l'accès et la qualité de l'eau, la nutrition et la santé des enfants de moins de 2 ans.
- Volet 2: Une collecte des prix de certaines des denrées alimentaires de base au sein des marchés les plus représentatifs d'un réseau de 20 villes sentinelles. À partir de ces informations, la diversité de l'offre alimentaire sur les marchés suivis est calculée.
- Volet 3: Un suivi agro-météorologique issu des données *Tropical applications of meteorology using satellite data and ground-based observations* et du suivi de la pluviométrie au sol sur les 20 sites sentinelles. En complément de ces données, un bulletin de pluviométrie est produit mensuellement.

Il serait souhaitable qu'un dispositif soit mis en place pour renforcer l'analyse de risques de conflit, à travers un mécanisme d'alerte précoce et d'action rapide relatif aux conflits, sur le modèle de *Conflict Early Warning and Response Mechanism* (CEWARN)¹⁸.

La réinsertion communautaire des ex-combattants à travers les activités agricoles¹⁹ durant la campagne agricole 2015/16, des ex-combattants démobilisés ont été assistés dans le cadre du processus pré- désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) dans la région de Kaga-Bandoro, préfecture de la Nana-Gribizi, reconnue comme zone à forte concentration de groupes armés. Dans le cadre de cette intervention, les activités suivantes ont été conduites:

- fourniture de kits maraîchers (semences, outils et équipements) à plus de 80 ex-combattants démobilisés;
- formation des ex-combattants en techniques améliorées de production agricole à cycle court.

Ces ex-combattants ont accepté de déposer les armes pour être formés et équipés dans le domaine agricole, conscients de l'intérêt que cela représente pour améliorer les conditions de vie de leur famille et de leur communauté.

¹⁷ Exemple d'expertise associée au Résultat stratégique 3 du Programme Résilience de la FAO en République centrafricaine. http://fscluster.org/sites/default/files/documents/10.%20CSA_CAR_Présentation%20Surveillance_12052015.pdf

¹⁸ *Conflict Early Warning and Response Mechanism for the IGAD region*. <http://www.igadregion.org/cewarn/>

¹⁹ Exemple d'expertise associée au Résultat stratégique 4 du Programme Résilience de la FAO en République centrafricaine. <http://www.fao.org/republique-centrafricaine/actualites/detail-events/fr/c/412659/>

4. Cadre du programme résilience

4.1 Vision

Le développement et la diversification de moyens d'existence basés sur l'agriculture, l'élevage et la forêt²⁰, résilients et durables en République centrafricaine, contribuent à la refondation du pays à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutrition, la création d'emplois productifs et la consolidation de la paix.

4.2 Objectif général

Renforcer la résilience des systèmes agro-sylvo-pastoraux et des moyens d'existence basés sur l'agriculture, l'élevage et la forêt²¹, des communautés les plus vulnérables qui en dépendent (notamment ex-combattants, jeunes et femmes), en intégrant une approche transversale sensible aux risques de conflit – chaque résultat devant contribuer à l'instauration d'une paix durable –, et à tout autre risque de crise associé au secteur agricole et potentiellement source de conflit (climat, maladies, marchés)²², tout en préservant les diversités naturelles et culturelles du pays.

Résultat stratégique 1: Appui institutionnel, renforcement des capacités et soutien au plaidoyer, en matière de réduction des risques de crise, pour relancer les secteurs agricoles, pastoraux et forestiers²³ (RCPCA 2.1/2.3/2.4)



©FAO/République centrafricaine

²⁰ Chacun de ces trois secteurs (agriculture, élevage, forêt) fait référence à un Ministère spécifique en République centrafricaine. Celui en charge de la forêt gère aussi la chasse, la pêche et l'aquaculture; ces domaines sont donc sous-entendus sous le terme «forêt»; tout comme l'«élevage» inclus la transhumance, dans tout le document.

²¹ Le terme «forêt» intègre également les domaines de la chasse, la pêche et l'aquaculture.

²² Conflits: soutenir les mesures de DDR; aider à la réinsertion des ex-combattants; Climat: adaptation et atténuation au changement climatique; Maladies: protection des animaux et des végétaux.

²³ Le secteur pastoral intègre l'élevage et la transhumance; le secteur forestier intègre chasse, pêche et aquaculture, en lien avec la répartition attribuée aux Ministères concernés (Ministre de l'élevage et de la santé animale, Ministre de l'environnement, du développement durable, des eaux et forêts, chasses et pêches).

Le soutien et le renforcement du cadre institutionnel en matière de réduction des risques de crise des systèmes agro-sylvo-pastoraux et des communautés les plus vulnérables (notamment ex-combattants, jeunes et femmes) qui en dépendent, inclut en priorité la réduction des risques de conflit, mais aussi l'adaptation et l'atténuation au changement et à la variabilité climatiques, la protection des animaux et des végétaux contre les maladies et la stabilisation des marchés. Cela assure la cohérence des orientations en matière de résilience des moyens d'existence, et donc accroît les opportunités d'impact à l'échelle nationale. Les documents stratégiques RCPCA et CPP mentionnent le besoin d'un soutien en termes d'orientation stratégique et de renforcement des capacités.

Résultat opérationnel 1.1 Les politiques, les stratégies et la réglementation encadrant les secteurs agricoles, pastoraux et forestiers sont renforcés en réduction des risques de crises (RCPCA 2.1/2.3/2.4)

Objectifs

Ajuster les stratégies, politiques et programmes nationaux de développement des secteurs agricoles, pastoraux et forestiers, en matière d'appui aux moyens d'existence des communautés les plus vulnérables, en y intégrant des mesures de réduction des risques de crise tels que l'intégration de mesures de DDR, d'adaptation au changement climatique ainsi que de protection des animaux et des végétaux (priorité donnée à la santé animale).

Activités

- Appui à l'intégration des mesures de réduction des risques dans l'état des lieux des stratégies, politiques et programmes des secteurs concernés (par exemple, dresser un état des lieux des politiques et programmes de la sécurité alimentaire et la nutrition; soutenir la plateforme nationale du pastoralisme et de la transhumance quant à la réglementation des activités pastorales, ou réaliser un état des lieux dans la perspective de définir la stratégie nationale pour l'élevage bovin)²⁴.
- Soutien à l'élaboration des documents et plans d'actions nationaux associés (par exemple, actualiser et élaborer les documents de politiques et le plan d'action national de la sécurité alimentaire et la nutrition; soutenir le groupe de travail transhumance émanant de la plateforme nationale quant à la définition de stratégies et d'actions des axes d'interventions prioritaires définis²⁵; mettre en œuvre un plan d'action de la filière halieutique)²⁶.
- Appui à l'identification et au suivi des priorités nationales en matière de renforcement de la résilience des moyens d'existence des petits producteurs inclus dans le RCPCA.
- Appui à la formulation d'une stratégie nationale d'appui-conseil basée sur l'approche CdR.

Indicateurs

- Stratégie nationale CdR définie (intégrant l'analyse des risques de crises, notamment de conflit).
- Documents stratégiques, politiques, programmatiques définis intégrant la réduction des risques de crises (notamment de conflit) pour les différents sous-secteurs agricoles.

Résultat opérationnel 1.2 Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs²⁷, pour la mise en œuvre du programme résilience en appui aux orientations du Gouvernement, sont renforcées; y compris le groupe thématique développement rural et sécurité alimentaire (RCPCA 2.3)

Objectifs

Renforcer les capacités des acteurs, afin de soutenir les orientations stratégiques nationales (notamment le RCPCA), en matière de renforcement de la résilience des moyens d'existence des communautés les plus vulnérables. Assurer l'appropriation de mesures de réduction des risques en lien spécifique avec leurs sous-secteurs d'intervention.

²⁴ Les exemples d'activités cités sont tous issus du RCPCA.

²⁵ Santé animale, cohésion sociale, réhabilitation d'infrastructures, relance du petit élevage, sécurisation des activités pastorales, déstockage du bétail, apport d'aliment pour bétail, renforcement des capacités.

²⁶ Les exemples d'activités cités sont tous issus du RCPCA.

²⁷ Ministères, communautés, collectivités locales, structures publiques faitières, acteurs non gouvernementaux.

Soutenir le groupe thématique dans la définition de ses orientations, l'organisation de son fonctionnement, le déploiement de ses activités, selon leurs besoins et demandes.

Activités

- Formation, suivi et accompagnement des agences nationales et locales et autres partenaires de mise en œuvre, en matière de renforcement de la résilience des moyens d'existence, intégrant les trois types de risques et leur appropriation et capacité de mise en œuvre de l'approche CdR.
- Mise en place d'un processus de certification de l'approche CdR, en partenariat avec le Gouvernement, et à destination des partenaires et des groupements bénéficiaires.
- Appui au fonctionnement du groupe thématique développement rural et sécurité alimentaire.
- Renforcement des capacités nationales de coordination des membres du groupe thématique développement rural et sécurité alimentaire.

Indicateurs

- Nombre de partenaires formés, suivis et accompagnés, intégrant l'analyse de risque.
- Évaluation du renforcement des compétences des personnes formées et de l'impact opérationnel.

Résultat opérationnel 1.3 Des activités de plaidoyer sur la centralité du soutien à la production agricole résiliente et durable des plus vulnérables, pour stabiliser et contribuer à la relance du pays, sont mises en œuvre sur le plan national et international

Objectifs

Remettre le développement des secteurs agricoles, pastoraux, forestiers des populations vulnérables (ex-combattants, jeunes, femmes, minorités) au centre des engagements politiques. Promouvoir le rôle clé d'un tel développement, ciblant les plus vulnérables et incluant la réduction des risques de crise et la bonne gestion des agroécosystèmes pour une bonne gouvernance, afin de stabiliser, réconcilier, redresser mais aussi dépasser certaines faiblesses structurelles du pays.

Activités

- Développement d'un rapport pour un plaidoyer conséquent en partenariat avec le Gouvernement et les acteurs clés, mettant en évidence le lien entre le développement de la production des plus vulnérables, l'augmentation de la résilience de leurs moyens d'existence et la stabilisation et contribution à l'instauration d'une paix durable dans le pays.
- Appui à l'organisation et prendre part à des conférences et ateliers relayant ce plaidoyer.
- Mobilisation des ressources financières en soutien au développement agricole, pastoral et forestier, à la fois durable et résilient, et œuvrant au processus de paix et de refondation du pays.

Indicateurs

- Rapport de plaidoyer publié, niveau de distribution et accessibilité du rapport.
- Ressources financières mobilisées.

Résultat stratégique 2: Appui aux petits producteurs et contribution à une paix durable, à travers le soutien communautaire et le développement de filières, intégrant les approches CdR et l'analyse des risques de conflit (RCPCA 2.3/3.1/3.2)



©FAO/République centrafricaine

Il s'agit ici de soutenir la diversification et l'accumulation des moyens d'existence basés sur l'agriculture, l'élevage et la forêt, des plus vulnérables; de préserver le potentiel naturel productif des milieux exploités; de soutenir et sécuriser la production, la transformation, la commercialisation des produits; et de réduire la vulnérabilité des communautés face aux risques de crise²⁸, en incluant une analyse des risques de conflits transverse et continue; l'approche DDR (intégration des ex-combattants et des jeunes); des mesures d'adaptation (renforcement de moyens d'existence climato-résilients) et d'atténuation (séquestration de carbone par une bonne gestion des écosystèmes forestiers) au changement climatique; ainsi que la protection des animaux et des végétaux (activités de vaccination et déparasitage). Le tout contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutrition; au relèvement socio-économique des populations et à une paix durable dans le pays. Pour ce faire, deux approches seront conjointement soutenues:

- Une approche communautaire intégrée dite CdR, basée sur des dynamiques locales et ayant pour objectifs de: (i) redynamiser/initier les coopératives d'épargne et de crédit; (ii) renforcer les compétences techniques pour accroître les capacités de production et de transformation; (iii) redynamiser le réseau communautaire (promotion du dialogue inter-ethnique, recherche de solutions pacifiques, soutien au *leadership* des femmes, promotion de la scolarisation des enfants et notamment des filles)²⁹.
- Une approche filière pour soutenir la restructuration et le développement des différentes étapes de production, transformation, valorisation et commercialisation, notamment aux abords des centres urbains. Cela encouragera la substitution des produits importés au bénéfice de la production locale.

Ces deux approches seront déployées simultanément pour chacun des trois secteurs de production: (2.1) agriculture, (2.2) élevage, (2.3) forêt, chasse, pêche. Elles seront déployées sur l'ensemble du pays afin d'éviter tout sentiment d'abandon des régions septentrionales.

²⁸ Conflits; catastrophes naturelles liées au changement climatique; maladies des plantes et des animaux.

²⁹ Développer des actions en synergies avec d'autres partenaires (ONU-Femmes, etc.) pour renforcer le pilier social de l'approche CdR.

Résultat opérationnel 2.1 Le secteur agricole est redynamisé à travers le soutien des productions maraîchères, céréalières et semencières et la promotion de techniques intensives agro-écologiques (RCPCA 2.3/3.1/3.2/1.4)

Objectifs

Soutenir les productions communautaires maraîchères (dans les zones peuplées, assure des revenus rapides et échelonnés, diversifie l'apport nutritionnel), céréalières (dans les zones enclavées, dès que la sécurité est restaurée) et semencières (à travers les groupements agri-multiplicateurs [GAM]) adaptées au changement climatique. Privilégier le soutien aux cultures vivrières. Promouvoir les techniques intensives agro-écologiques (cultures associées, fumure organique, légumineuses, etc.).

Activités

- Mise en place et renforcement des systèmes d'épargne et de crédit des communautés.
- Soutien au dialogue intercommunautaire et à la résolution pacifique de conflits renforçant ainsi la cohésion sociale.
- Soutien et renforcement du *leadership* des femmes et de la scolarisation des enfants.
- Accompagnement des GAM pour améliorer la production, le stockage, le conditionnement, le transport, la commercialisation des semences de qualité produites.
- Organisation des foires aux semences et outillages agricoles et achat de semences locales.
- Accès aux semences améliorées favorisant l'autonomisation des personnes.
- Promotion et développement de la culture attelée.
- Développement et renforcement de petites industries de transformation de produits agricoles et alimentaires (ex: huileries, savonneries, décortiqueuses, moulins).
- Construction ou réhabilitation des infrastructures (ex: aires et fours de séchage, boutiques).
- Appui aux groupements de parents d'élèves pour le développement des jardins potagers dans les écoles en vue d'améliorer les conditions de fréquentation scolaire des élèves, notamment des filles.

Indicateurs

- Nombre de GAM accompagnés et ayant augmenté et amélioré la quantité, la qualité et la disponibilité des semences produites.
- Intégration des pratiques agro-écologiques dans les pratiques agricoles des bénéficiaires.
- Développement de la culture attelée et impact sur la production.
- Nombre de coopératives agricoles soutenues et ayant amélioré leurs pratiques.
- Nombre de caisses de crédit-épargne communautaires initiées et renforcées.
- Évaluation du niveau de perception de la résolution de conflit, de la pacification des conflits communautaires et de la cohésion sociale dans son ensemble.
- Évaluation de la perception des risques de violences et de conflits.
- Évaluation du niveau de perception du renforcement du *leadership* des femmes.

Résultat opérationnel 2.2 Les secteurs de l'élevage et de la transhumance sont redynamisés à travers le soutien aux agro-éleveurs sédentaires et éleveurs transhumants et l'intégration des systèmes de production agricoles et pastoraux (RCPCA 2.3/3.1/3.2/1.4)

Objectifs

Soutenir les agro-éleveurs sédentaires et les éleveurs transhumants de petits ruminants et de bovins, dans le redressement et le développement de leurs activités, l'augmentation et la diversification de leur production ainsi que la commercialisation de leurs produits et sous-produits. Sécuriser les activités pastorales et favoriser le retour des éleveurs, contribuant ainsi à

l'approvisionnement en viande du pays et à la protection du capital productif des populations pastorales. Soutenir l'accès et la disponibilité en viande notamment aux abords des grandes villes. Favoriser l'intégration des systèmes de production agricoles et pastoraux pour des considérations économiques et politiques.

Activités

- Mise en place et renforcement des systèmes d'épargne et de crédit des communautés.
- Promotion et soutien au dialogue intercommunautaire et à la résolution pacifique de conflits, avec d'autres acteurs spécialisés renforçant ainsi la cohésion sociale.
- Soutien et renforcement du *leadership* des femmes et de la scolarisation des enfants.
- Soutien aux campagnes de vaccination et opérations de déparasitage de masse.
- Renforcement des capacités des services techniques, telle que l'Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE) et des fédérations des éleveurs.
- Formation des agents communautaires de santé animale afin d'assurer des soins vétérinaires de proximité dans les zones difficiles d'accès.
- Organisation des formations sur les systèmes d'alerte précoce et des interventions techniques en élevage en situation d'urgence (*Livestock in Emergency Guidelines and Standards*).
- Mise en place des unités de production d'intrants.
- Construction ou réhabilitation des infrastructures dans les villes (ex: parc de vaccination, pharmacie vétérinaire, marché au bétail, abattoir, tannerie, aire de séchage, etc.).
- Redynamisation et sécurisation des marchés au bétail.
- Organisation des foires pour la promotion, le développement et l'amélioration du bétail.
- Développement de l'élevage d'animaux à cycle court à proximité des villes.
- Sécurisation des zones de grande concentration de bétail et les couloirs de transhumances, surtout au niveau des frontières.
- Organisation d'autres missions conjointes de suivi-évaluation de la situation socio-anthropologique et socio-économique des éleveurs transhumants, faisant suite à la première mission sur la «Situation de la transhumance et étude socio-anthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014³⁰».

Indicateurs

- Nombre d'agents communautaires de santé animale formés.
- Nombre d'infrastructures réhabilitées ou construites.
- Nombre de sites d'élevage d'animaux à cycle court soutenus ou développés.
- Évolution de la disponibilité en viande, œufs et lait dans les centres urbains.
- Nombre de caisses de crédit-épargne communautaires initiées ou renforcées.
- Évaluation du niveau de perception de la résolution de conflit, de la pacification des conflits communautaires et de la cohésion sociale dans son ensemble.
- Évaluation de la perception des risques de violences et de conflits liés aux pratiques de l'élevage.
- Évaluation du niveau de perception du renforcement du *leadership* des femmes.
- Évaluation de l'accès à l'élevage de cycle court en tant qu'activité professionnelle pour des jeunes et des femmes.
- Évaluation de l'évolution de la situation de la transhumance par des études socio-anthropologiques et socio-économiques des populations pastorales.

30 <http://www.fao.org/resilience/ressources/ressources-detail/fr/c/288036/>

Résultat opérationnel 2.3 Les secteurs de la production forestière, de la chasse et de la pêche sont redynamisés à travers le soutien à une gestion durable des écosystèmes participant à l'atténuation du risque climatique et la réduction du risque de conflit (RCPCA 2.3/3.1/3.2/1.4)

Objectifs

Renforcer la gestion durable par les communautés des écosystèmes forestiers, renforçant les moyens d'existence et le bien-être des populations vulnérables qui en dépendent en participant à la réhabilitation des écosystèmes forestiers dégradés (le long de fleuve, à proximité des villes), en améliorant l'approvisionnement en eau du lac Tchad et en participant à la séquestration du carbone. Renforcer également la gestion durable par les communautés des ressources issues de la chasse, la pêche, l'aquaculture. Soutenir et valoriser la transformation, le stockage, le transport, la commercialisation de l'ensemble de ces ressources naturelles. Accroître leur disponibilité et accessibilité sur les marchés. Optimiser la ressource en bois énergie³¹, améliorer la durabilité de ses systèmes de gestion et soutenir son accessibilité en milieu urbain.

Activités

- Mise en place et renforcement des systèmes d'épargne et de crédit des communautés.
- Soutien au dialogue intercommunautaire et à la résolution pacifique de conflits renforçant ainsi la cohésion sociale.
- Soutien et renforcement du *leadership* des femmes, la scolarisation des enfants.
- Réalisation d'un état des lieux analysant les faiblesses et opportunités liées à ces secteurs.
- Sensibilisation des communautés sur l'importance d'une gestion durable de ces ressources.
- Formation des communautés sur les systèmes de gestion durable, les ateliers de transformation, les circuits de transport, les filières de commercialisation, et ces différentes étapes sont soutenues.
- Sensibilisation des communautés sur les techniques d'économie en bois-énergie.
- Formation des communautés sur la construction de foyers améliorés.

Indicateurs

- Réalisation d'un état des lieux sur l'analyse de ces secteurs.
- Nombre de personnes formées sur la valorisation de ces secteurs.
- Évolution de la valeur ajoutée de ces ressources.
- Réduction de la consommation en bois-énergie.
- Nombre de caisses d'épargne et de crédit communautaires initiées ou renforcées.
- Évaluation du niveau de perception de la résolution de conflit, de la pacification des conflits communautaires et de la cohésion sociale dans son ensemble.
- Évaluation de la perception des risques de violences et de conflits.
- Évaluation du niveau de perception du renforcement du *leadership* des femmes.

³¹ Bois de feu ou charbon de bois.

Résultat stratégique 3: Suivi des risques de crises³² liés à la sécurité agricole, alimentaire et nutritionnelle (RCPCA 2.3)



©FAO/République centrafricaine

Il s'agit de soutenir et renforcer la collecte et la diffusion régulière et systématique de données relatives aux risques de crises liées à la sécurité agricole, alimentaire et nutritionnelle dans l'ensemble du pays; d'anticiper les actions à déployer au plus tôt dans les cas où le niveau d'alerte serait dépassé et de suivre l'évolution de la résilience des moyens d'existence agricoles, pastoraux et forestiers des populations cibles afin d'optimiser en continue l'impact des interventions.

Résultat opérationnel 3.1 Les systèmes APSSA et d'alerte précoce et de réponse rapide (EWEA) sont soutenus dans leurs opérations (RCPCA 2.3)

Objectifs

Combiner le suivi de l'évolution des prix du marché, de la situation des ménages sentinelles, de la pluviométrie, renseignant sur la situation en sécurité alimentaire dans le pays. Dans un système plus global, intégrer le suivi d'éléments associés à un potentiel risque de conflit dans un système EWEA relatif aux conflits (ex: risque de sécheresse, tensions ethniques, situation post-conflit), sur le modèle de CEWARN. Définir et organiser le système de réponse rapide suivant les scénarii éventuels relevés.

Activités

- Soutien à l'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA) dans la préparation et la publication régulière des bulletins d'alerte APSSA.
- Définition d'un plan national d'actions rapides en cas de déclenchement du système d'alerte.
- Intégration du programme EWEA de la FAO.

³² Risques de conflits, catastrophes naturelles liées au changement climatique et maladies des plantes et des animaux.

Indicateurs

- Nombre de bulletins d'alerte APSSA publiés.
- Plan national d'actions rapides défini.

Résultat opérationnel 3.2 Les données relatives à la sécurité agricole, alimentaire et nutritionnelle sont régulièrement collectées, analysées et diffusées – IPC et mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) (RCPCA 2.3)

Objectifs

Soutenir le Gouvernement dans la poursuite régulière et approfondie des analyses IPC et CFSAM. Faciliter la publication de ces analyses. Intégrer les aspects liés à la transhumance.

Activités

- Soutien à l'ACDA dans l'organisation et la publication régulière des analyses IPC.
- Soutien à l'ACDA dans l'organisation et la publication régulière des analyses CFSAM.

Indicateurs

- Nombre d'analyses IPC publiées.
- Nombre d'analyses CFSAM publiées.

Résultat opérationnel 3.3 La résilience des moyens d'existence est suivie au travers de mesures simples et régulières (RCPCA 2.3)

Objectifs

Suivre et analyser l'évolution de la résilience des moyens d'existence des populations cibles, en partenariat avec les autorités. Partager ces informations avec les ministères concernés et adapter le programme en conséquence.

Activités

- Définition d'une méthodologie simple de suivi de la résilience des moyens d'existence (basée sur le modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience II [RIMA II]³³ mais simplifiée).
- Suivi de la résilience des moyens d'existence en partenariat avec les autorités.

Indicateurs

- Définition d'une méthodologie simple, pertinente et efficiente.
- Un suivi régulier est établi.

³³ <http://www.fao.org/docrep/013/al920e/al920e00.pdf>

Résultat stratégique 4: Préparation et gestion des situations de crise³⁴ (RCPA 2.3/1.1)



©FAO/République centrafricaine

Anticiper le risque de crises chroniques et récurrentes en République centrafricaine, afin de rompre avec le cercle vicieux de dégradation des moyens d'existence agricoles, pastoraux, forestiers. Pour cela, préparer les populations les plus vulnérables aux mesures à adopter en cas de crise et soutenir la préservation de leurs moyens d'existence le moment venu. Une attention particulière doit être portée aux ex-combattants, retournés et déplacés afin de les accompagner dans la reprise d'activités agricoles.

Résultat opérationnel 4.1 Les mesures de préparation spécifiques aux moyens d'existence agricoles, pastoraux et forestiers, pour répondre aux crises, sont développées et appliquées

Objectifs

Analyser les types de crises possibles (conflits, catastrophes naturelles liées au changement climatique et maladies des plantes et des animaux) et leurs éventuels impacts sur les moyens d'existence ciblés, afin de définir des mesures préparatoires spécifiques à adopter en amont.

Activités

- Renforcement des capacités des communautés ainsi que des autorités au niveau central et décentralisé, ANDE et Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC) inclus.
- Définition de plans et de stocks de contingence à l'échelon des villages et national.

Indicateur

- Nombre de communautés ayant défini leur plan de contingence.

³⁴ Risques de conflits, catastrophes naturelles liées au changement climatique et maladies des plantes et des animaux.

Résultat opérationnel 4.2 Les moyens d'existences agricoles, pastoraux et forestiers, des ménages affectés par une crise sont protégés au plus tôt (RCPCA 2.3)

Objectifs

En situation d'urgence, protéger et restaurer les moyens d'existence des ménages au plus tôt et sécuriser l'accès aux actifs productifs et aux marchés, afin d'accroître la capacité des populations et des communautés affectées à surmonter ces crises par eux-mêmes, réduisant leur dépendance vis-à-vis de l'aide.

Activités

- Achat groupé et coordination de la distribution d'intrants (semences, vivres de protection des semences, petit outillage, aliment pour bétail, produits vétérinaires, unités de transformation, etc.).
- Coordination et suivi des activités des partenaires ONG, de l'ANDE et de la FNEC par les bureaux de zone.
- Transferts monétaire ou de coupons, conditionnés ou non afin de soutenir l'aménagement de bassins versants, la construction d'infrastructures, etc.

Indicateur

- Nombre de ménages assistés.

Résultat opérationnel 4.3 Les ex-combattants, déplacés et retournés sont soutenus dans leurs efforts de réinsertion, par l'appui d'activités agricoles, pastorales et forestières génératrices de revenus (RCPCA 1.1/1.4)

Objectifs

Afin de réduire le risque de prolongement du conflit, les ex-combattants et les jeunes sont ciblés pour prendre part aux activités, soutenant ainsi de nouvelles sources de revenus pour eux. Les populations déplacées, réfugiées et retournées sont également ciblées afin d'encourager leur retour à une vie normale.

Activités

- Soutien aux ex-combattants, déplacés, réfugiés, retournés dans la reprise de leurs activités agricoles, pastorales et forestières.
- Favorisation du retour des éleveurs de bovins.

Indicateurs

- Nombre de personnes parmi les populations ciblées ayant repris une activité agricole.
- Évaluation de la perception du niveau de cohésion sociale, de confiance en l'avenir et du risque de conflit.

5. Déclinaison opérationnelle

5.1 Durée

Ce programme venant en soutien au RCPCA, s'aligne sur la durée de mise en œuvre de ce dernier, soit sur une perspective de cinq ans, et pourra être revu selon l'évolution des besoins au cours de sa mise en œuvre.

5.2 Zones ciblées

Les interventions devront être différenciées selon les types d'agroécosystèmes et les zones administratives. Elles devront cibler l'ensemble des régions du pays, afin d'éviter le sentiment d'abandon des régions septentrionales source de tensions et conflits.

5.3 Populations bénéficiaires et participation

Bien que le RCPCA cible l'ensemble des 3.45 millions des petits producteurs du pays, le programme de résilience FAO se focalisera principalement sur la population en insécurité alimentaire du pays. Selon la dernière analyse IPC³⁵, 2 millions de personnes (400 000 ménages) sont en insécurité alimentaire Phases 3 et 4 et constitueront les bénéficiaires de ce programme. Cette approche permettra de suivre l'évolution des objectifs de ce programme à travers les prochaines analyses IPC.

Se basant sur un processus largement participatif et consultatif, les populations seront associées à la définition des orientations communautaires³⁶ ainsi qu'à la définition des critères de ciblage à sélectionner parmi les suivants: ex-combattants (soutenir leur réinsertion et offrir une alternative économique); déplacés, réfugiés, retournés (mettre en place les conditions favorables à leur retour); femmes chefs de ménage (encourager leur prise de responsabilité); jeunes (réduire le risque d'enrôlement par les groupes armés). Il est par ailleurs impératif de cibler les populations des différentes parties prenantes (agriculteurs et éleveurs, chrétiens et musulmans). Afin de valoriser les capacités existantes, le programme ciblera aussi: les jeunes acteurs économiques locaux touchés par la crise, les jeunes entrepreneurs agricoles (de la production à la commercialisation) ainsi que les coopératives et organisations paysannes. La sélection de ces différentes catégories de la population a pour objectif d'améliorer la cohésion sociale et de réduire le risque de conflit associé aux perspectives agricoles et lié aux ressources naturelles.

Les institutions nationales, locales et communautaires seront également bénéficiaires de ce programme, tout comme les partenaires opérationnels nationaux et internationaux de la FAO, ainsi que les acteurs de la société civile et du secteur privé.

5.4 Budget

Le Programme résilience de la FAO et de ses partenaires en République centrafricaine intègre cinq composantes du RCPCA: Pilier 2 Composante 3 «Assurer la sécurité alimentaire et la résilience»; Pilier 3 Composante 1 «Relancer et développer les secteurs productifs (agriculture, élevage et forêt)»; Pilier 1 Composante 1 «Appuyer la réduction de la violence par le désarmement et la réintégration des ex-combattants et des enfants associés aux groupes armés»; Pilier 1 Composante 4 «Faciliter la réconciliation et la cohésion sociale, et mettre en place les conditions pour le retour des réfugiés et les solutions durables pour les personnes déplacées»; et Pilier 3 Composante 4 «Renforcement des capacités et appui à la mise en œuvre».

³⁵ <http://www.ipcinfo.org/ipcinfo-detail-forms/ipcinfo-map-detail/en/c/445331/>

³⁶ L'approche « club Dimitra » pourra être déployée par exemple.

Le tableau ci-dessous présente la répartition par année du budget du programme résilience. Il se base sur les montants estimés dans le cadre du RCPCA et du HRP. Le budget a été estimé à USD 593 millions répartis sur cinq ans.

- a. Le montant du RCPCA budgété par année pour chacune des cinq composantes précédemment citées a été ramené au nombre de bénéficiaires ciblés: en effet, le RCPCA cible 3,45 millions de personnes tandis que le programme résilience cible plus spécifiquement les 2 millions de personnes en insécurité alimentaire (IPC Phases 3 et 4). Un facteur de conversion de 0,5797 a donc été utilisé pour estimer le budget de ce programme résilience sur la base du budget estimé des cinq composantes du RCPCA.
- b. Le montant du HRP reprend le budget prévisionnel relatif au Cluster sécurité alimentaire concernant la composante de la FAO et de ses partenaires pour l'année 2017.

TABLEAU 1: RÉPARTITION PAR ANNÉE DU BUDGET DU PROGRAMME RÉILIENCE

Répartition par composante	2017	2018	2019	2020–2021	Total
	millions d'USD				
a. Appui au RCPCA	73	110,1	115,9	202,9	502
b. Assistance humanitaire (HRP – composante FAO)	55,7	24,5*	10,8*	0	91
Total	128,7	134,6	126,7	202,9	593

*Ces chiffres ont été estimés sur le principe d'une réduction des besoins humanitaires d'une année sur l'autre du même ordre de grandeur que ce qui a été observé entre 2016 et 2017 (soit moins 43,9 pour cent). Cette hypothèse est optimiste et suppose un niveau de financement suffisamment élevé dès 2017 pour assurer le déploiement d'un processus de consolidation de la paix réduisant effectivement les besoins d'assistance humanitaire pour les années à venir.

Il est à rappeler que ce budget présente le besoin de soutien dans le domaine de la résilience des moyens d'existence agricoles à mobiliser par la FAO et ses partenaires, et non les besoins relatifs au secteur agricole dans son ensemble. Ce budget est relativement optimiste et minimaliste aux regards de l'ampleur des besoins dans ce domaine et dans ce contexte. Il prend en compte les capacités de mobilisation des fonds des acteurs présents.

Il est à noter que les budgets annuels seront également fonction de la proportion financée les années précédentes. En effet, plus tôt les besoins financiers exprimés dans le HRP recevront une réponse, moins les besoins seront importants pour les années suivantes.

En considérant la volatilité du contexte, la dépendance vis-à-vis du niveau de financement des années précédentes et la difficulté d'estimation du budget, celui-ci devra être revu chaque année et tout particulièrement pour les deux dernières années de mise en œuvre.

5.5 Partenariat et coordination

La FAO soutiendra le Gouvernement pour assurer la priorisation, la coordination et la complémentarité des interventions et continuera à travailler avec les différentes parties prenantes, intégrant les universités et instituts de recherche, les institutions locales, la société civile, le secteur privé et les autres agences des Nations Unies au processus, pour une meilleure valorisation des forces existantes, tout en tenant compte du mécanisme de coordination existant du Cluster sécurité alimentaire. Des partenariats innovants seront également développés pour faciliter la mise en relation et la coordination entre acteurs associés au processus de construction de la paix en République centrafricaine.

5.6 Suivi et évaluation

Les indicateurs de l'ensemble des résultats seront régulièrement suivis. L'évolution du niveau de résilience sera également suivie de façon annuelle (avec une base de données définie en début de programme en 2017) sur la base de la méthodologie RIMA II, mais selon un processus simplifié (des enquêtes au niveau des ménages tels que *Voices of the Hungry* pourront également être utilisées). Ce suivi du niveau de la résilience devra être adapté au contexte de la République centrafricaine, en partenariat avec le Gouvernement et en appui au RCPCA.

En complément de ce suivi de l'évolution de la résilience des ménages, la base de donnée initiale et le suivi annuel devront également intégrer des modules spécifiques mesurant les changements de perception, l'impact du programme, le niveau de cohésion sociale, les aspirations individuelles, les risques d'enrôlement dans des groupes armés, ainsi que d'autres éléments subjectifs de renforcement de la résilience, désagrégés par genre et groupes (jeunes, déplacés internes, ex-combattants, etc.).

De plus, l'IPC, utilisé pour définir les bénéficiaires ciblés par ce programme, sera utilisé comme source d'information primaire pour le suivi et l'évaluation des résultats et des objectifs liés à l'évolution de la sécurité alimentaire.

